

ARSF

Autorité ontarienne de réglementation
des services financiers



www.fsrao.ca/fr



Aperçu du secteur Rapport du T2 de 2022

Caisses populaires et credit unions de l'Ontario

25 Sheppard Avenue West,
Suite 100
Toronto, ON
M2N 6S6

Telephone: 416 250 7250
Toll free: 1 800 668 0128

25, avenue Sheppard Ouest
Bureau 100
Toronto (Ontario)
M2N 6S6

Téléphone: 416 250 7250
Sans frais: 1 800 668 0128

Notes

L'aperçu du secteur est publié tous les trimestres et présente une analyse et des commentaires sur l'économie et les plus récents résultats financiers déclarés par les caisses populaires et credit unions du secteur de l'Ontario.

Dans le présent document, à moins d'indication contraire, caisse populaire désigne à la fois les caisses populaires et les credit unions.

Avertissement

L'information présentée dans le présent rapport a été préparée à partir de documents financiers non vérifiés soumis par les caisses populaires à l'ARSF en date du 21 juillet 2022, et par conséquent, l'exactitude et l'intégralité ne peuvent être garanties. Les résultats de l'état des revenus sont fondés sur les données cumulatives annualisées à ce jour pour chaque caisse populaire.

Publication électronique

L'aperçu du secteur est offert en format PDF (lisible à l'aide d'Adobe Acrobat Reader) et peut être téléchargé à partir de la section Publications sur la page des caisses populaires et credit unions du site Web de l'ARSF à www.fsrao.ca/fr.

Coordonnées

<https://www.fsrao.ca/fr/nous-joindre>

This document is also available in English.

Table des matières

1. Faits saillants financiers	4
A. État des revenus	
B. Bilan	
C. Ratios de capital	
D. Mesures clés et ratios	
2. Principales tendances financières du secteur	5
A. Tableau 1 : Tendances de croissance sélectionnées	
B. Tableau 2 : Tendances de rendement sélectionnées	
C. Tableau 3 : Coefficient de rendement et rendement de l'actif	
D. Tableau 4 : Croissance des prêts	
E. Tableau 5 : Prêts en souffrance – plus de 30 jours	
F. Tableau 6 : Rendement des prêts	
G. Tableau 7 : Croissance des dépôts	
H. Tableau 8 : Liquidité, emprunts totaux et titrisations	
3. Observations de l'ARSF sur le T1 de 2022	7
4. Aperçu économique	8
5. Marchés de l'habitation et regroupement sectoriel	9
6. Rentabilité et immobilisations	10
7. Liquidités	11
8. Efficacité et qualité du crédit	12
9. Croissance	13
10. États des résultats sectoriels	14
11. Bilans sectoriels	15

Faits saillants financiers

	Secteur ontarien		
	2T-2022*	1T-2022	2T-2021
État des revenus (% de l'actif moyen)			
Revenu net d'intérêt	2,02 ³	2,15	1,90
Frais relatifs aux prêts	-0,01 ²	-0,01	-0,01
Autres revenus	0,39 ¹	0,38	0,43
Frais autres que d'intérêt	1,63 ²	1,63	1,57
Impôts	0,15 ¹	0,18	0,13
Bénéfice net	0,65 ³	0,73	0,65
Balance Sheet (\$ billions; as at quarter end)			
Actif	87,4 ¹	84,9	80,7
Prêts	75,6 ¹	72,7	67,8
Dépôts	69,0 ¹	67,2	64,4
Avoir des sociétaires et capital	6,21 ¹	6,06	5,54
Ratios de capital (%)			
Levier	6,86 ³	7,21	6,92
Pondéré en fonction des risques	13,17 ³	13,83	13,63
Mesures clés et ratios (% sauf dans les cas précisés)			
Rendement du capital réglementaire	9,24 ³	10,28	9,48
Ratio de liquidité	11,7 ³	13,0	14,9
Coefficient de rendement (avant dividendes et remises d'intérêt)	65,9 ³	63,2	65,5
Coefficient de rendement	67,3 ³	64,3	66,9
Prêts hypothécaires en souffrance > 30 jours	0,23 ¹	0,24	0,24
Prêts commerciaux en souffrance > 30 jours	0,57 ¹	0,66	1,07
Total des prêts en souffrance > 30 jours	0,33 ¹	0,38	0,51
Total des prêts en souffrance > 90 jours	0,15 ¹	0,18	0,33
Croissance de l'actif (depuis le dernier trimestre)	2,94 ¹	1,16	2,02
Croissance des prêts (depuis le dernier trimestre)	3,91 ¹	2,21	4,51
Croissance des dépôts (depuis le dernier trimestre)	2,75 ¹	0,97	2,30
Caisses (nombre)	60 ¹	61	61
Nombre de sociétaires (milliers)	1 738 ¹	1 732	1 731
Actif moyen (en millions \$, par caisse)	1 472 ¹	1 302	1 323
* Tendances par rapport au trimestre précédent	Amélioration¹	Neutre²	Dégradation³

Principales tendances financières du secteur

Tableau 1 - certaines tendances de croissance

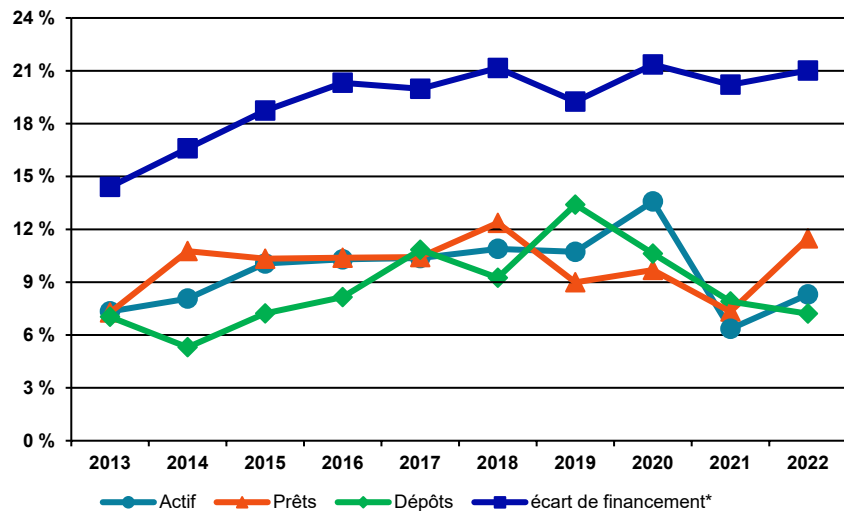


Tableau 2 - certaines tendances au chapitre du rendement

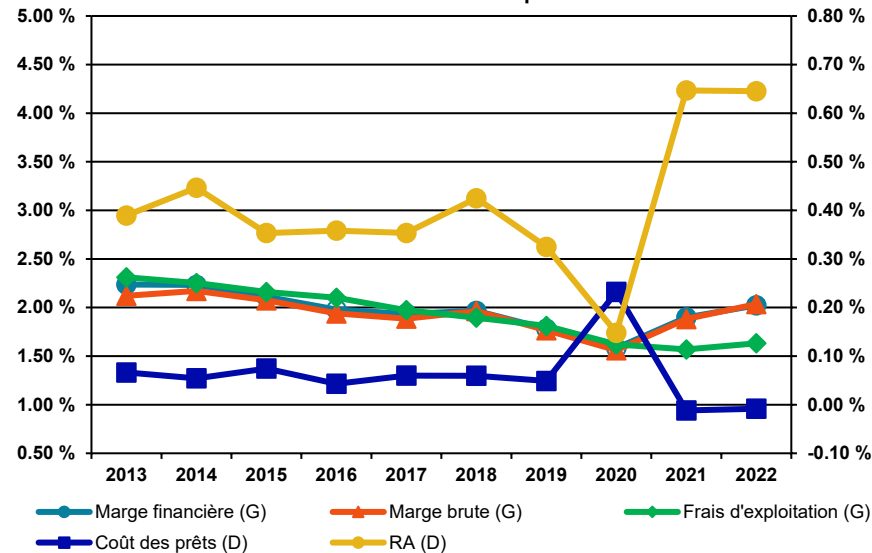


Tableau 3 - coefficient de rendement et rendement de l'actif

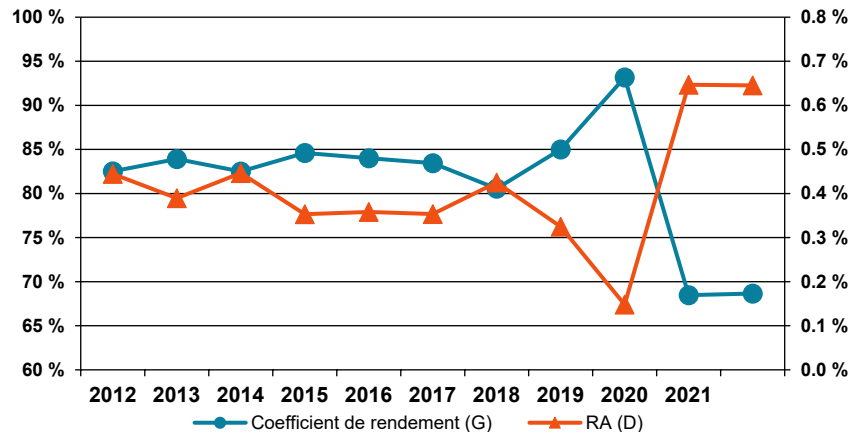
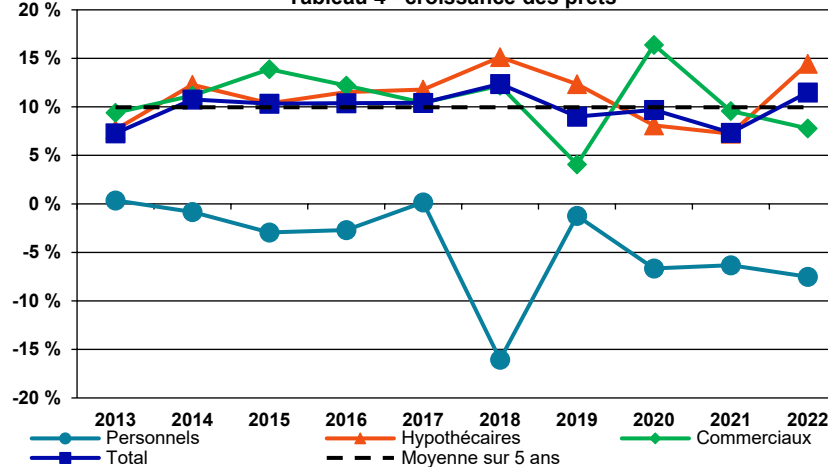


Tableau 4 - croissance des prêts



Principales tendances financières du secteur (suite)

Tableau 5 - prêts en souffrance - plus que 30 jours

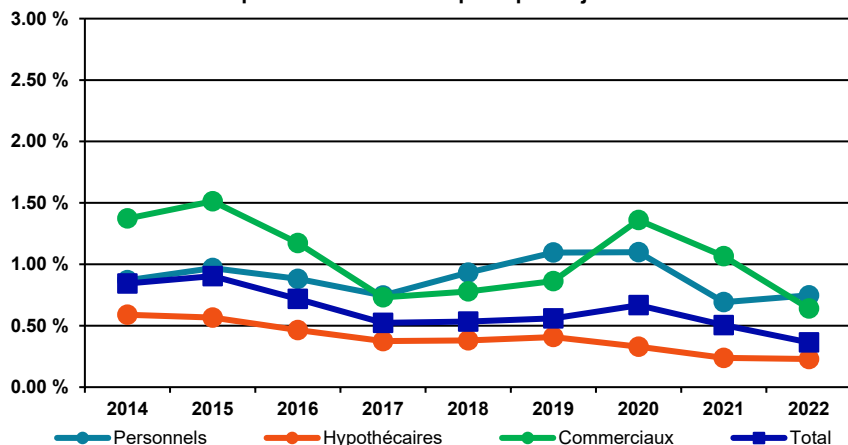


Tableau 6 - rendement des prêts

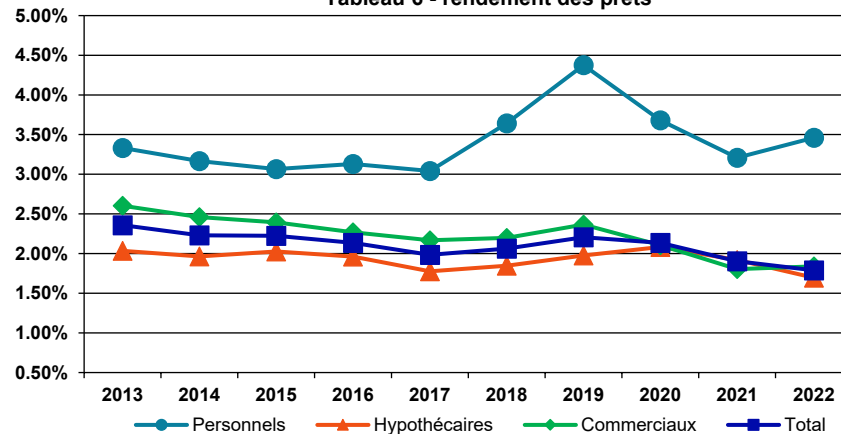


Tableau 7 - croissance annuelle des dépôts

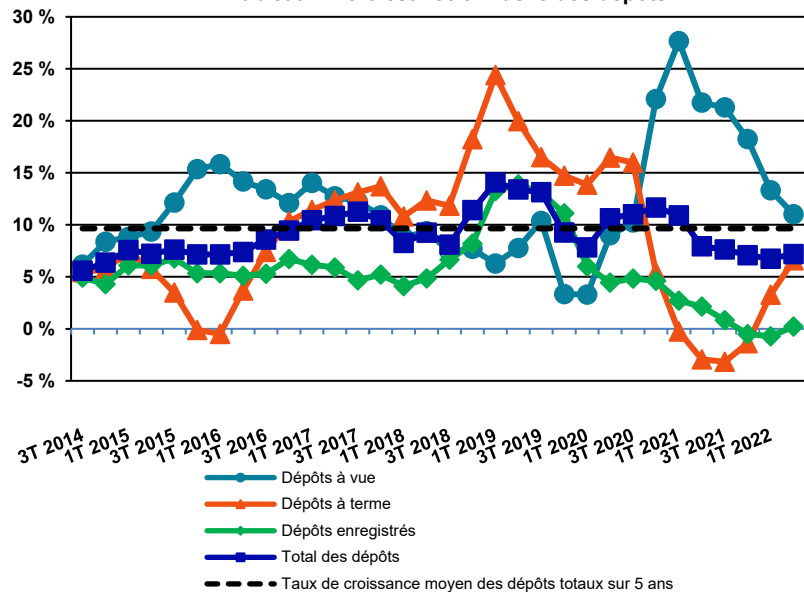
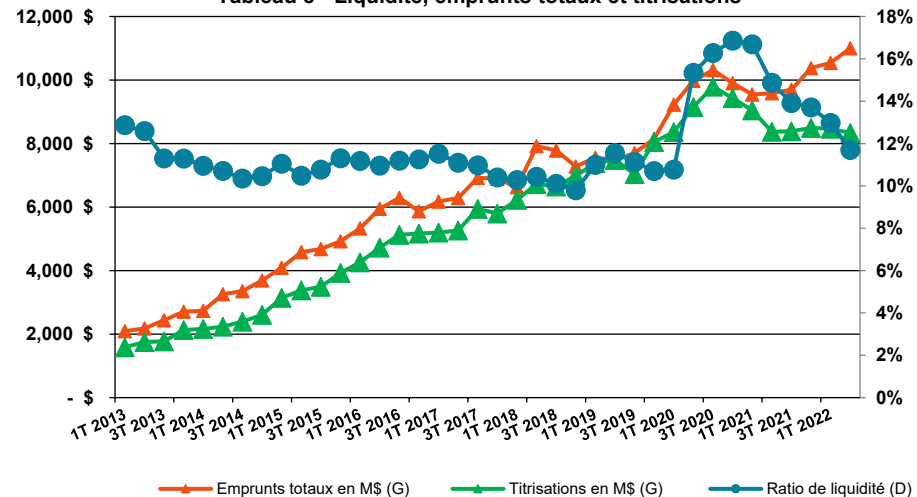


Tableau 8 - Liquidité, emprunts totaux et titrisations



Observations de l'ARSF sur le T2 de 2022

- Il y avait 60 institutions au deuxième trimestre de 2022, soit une de moins par rapport à l'année dernière et au trimestre précédent. Les résultats sectoriels reflètent l'acquisition de la majorité des actifs de PACE Savings and Credit Union (PACE) par Alterna Savings and Credit Union Limited, mais les actifs, les passifs et capitaux/capital d'emprunts résiduels de PACE sont exclus. Les résultats du secteur excluent également la Lighthouse Credit Union, la première nouvelle caisse populaire en Ontario depuis plus d'une décennie, puisqu'elle n'a ouvert ses portes qu'au cours du trimestre.
- La rentabilité au deuxième trimestre de 2022 était de 65 pb, inchangée par rapport à l'an dernier et de 8 pb inférieure à celle du trimestre précédent, qui comprenait des gains importants par rapport au marché dans certaines caisses populaires. La qualité du crédit est demeurée stable, mais elle se détériorera vraisemblablement à mesure que l'inflation persistera, que le prix des habitations baissera et que les taux d'intérêt augmenteront.
- Les prêts hypothécaires résidentiels en souffrance depuis plus de 30 jours (qui s'élevaient à 48,5 milliards de dollars et représentent 55,5 % des actifs du secteur) étaient de 23 pb, en baisse de 1 pb par rapport à l'an dernier et au trimestre précédent. Les prêts commerciaux en souffrance (qui, à 22,4 milliards, représentent 25,7 % des actifs du secteur) se sont établis à 57 pb, en baisse de 50 pb d'une année à l'autre et de 9 pb par rapport au trimestre précédent. Le total des prêts en souffrance s'est établi à 33 pb, en baisse de 18 pb d'une année à l'autre (par rapport à 51 pb) et de 5 pb par rapport au trimestre précédent.
- À la fin du deuxième trimestre de 2022, les actifs du secteur s'élevaient à 87,4 milliards de dollars, reflétant une augmentation de 6,7 milliards (en hausse de 8,3 %) d'une année à l'autre. Les prêts hypothécaires résidentiels ont crû de 6,1 milliards de dollars (une hausse de 14,4 %, semblable aux taux de croissance historiques), car les marchés étaient solides et les prix de vente élevés pendant la majeure partie de la période de 12 mois; les prêts commerciaux ont crû de 1,6 milliard (une hausse de 7,8 %) tandis que les espèces et placements ont fléchi de 1,3 milliard (une baisse de 11,2 %), les fonds étant redéployés dans des actifs à rendement plus élevé.
- Les liquidités au deuxième trimestre de 2022 sont restées fortes à 11,7 %, bien qu'en deçà de 320 pb par rapport à l'année dernière, ce qui était élevé en raison de la faiblesse des principaux secteurs d'activité.
- La croissance des bénéfices non répartis d'une année à l'autre (11,5 %) a dépassé la croissance de l'actif total (8,3 %). Toutefois, les parts de placement (en hausse de 362 millions de dollars ou 16,6 % d'une année à l'autre) continuent de représenter une source de financement importante (2,5 milliards ou 40,8 % des immobilisations au deuxième trimestre de 2022, en hausse par rapport à 39,3 % au deuxième trimestre de 2021).

Aperçu économique

Lors de sa réunion du 13 juillet 2022, la Banque du Canada (la « Banque ») a porté le taux cible du financement à un jour à 2½ %, le taux officiel d'escompte à 2¾ % et le taux d'intérêt créditeur à 2½ %. La Banque poursuit également sa politique de resserrement quantitatif. Dans son communiqué détaillé, elle a fait les déclarations suivantes.

« L'inflation au Canada est plus élevée et persistante que la Banque le prévoyait dans son Rapport sur la politique monétaire d'avril, et restera probablement autour de 8 % au cours des prochains mois. Même si des facteurs mondiaux comme la guerre en Ukraine et les perturbations continues de l'approvisionnement ont été les principaux moteurs de l'inflation, les pressions intérieures sur les prix attribuables à la demande excédentaire gagnent en importance. Plus de la moitié des composantes de l'indice des prix à la consommation affichent maintenant une hausse supérieure à 5 %. Avec cette généralisation des pressions sur les prix, les mesures de l'inflation fondamentale de la Banque ont augmenté pour s'établir entre 3,9 et 5,4 %. De plus, des résultats d'enquêtes indiquent que davantage de consommateurs et d'entreprises s'attendent à ce que l'inflation soit plus élevée pendant plus longtemps, ce qui accentue le risque d'un enracinement de la forte inflation pour l'établissement des prix et des salaires. Si cela se produit, le coût économique pour restaurer la stabilité des prix sera plus grand.

L'inflation est aussi plus élevée à l'échelle mondiale, vu l'incidence de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les contraintes d'offre qui persistent et la forte demande. De nombreuses banques centrales resserrent leur politique monétaire pour lutter contre l'inflation, et les conditions financières plus tendues qui en résultent modèrent la croissance économique. Aux États-Unis, l'inflation élevée et les taux d'intérêt en hausse contribuent à un ralentissement de la demande intérieure. L'économie chinoise est plombée par des vagues de restrictions visant à contenir les éclosions de COVID-19. Les prix du pétrole restent élevés et volatils. La Banque s'attend maintenant à ce que la croissance économique mondiale ralentisse pour s'établir à environ 3½ % cette année et 2 % en 2023, avant de se raffermir pour atteindre 3 % en 2024.

La demande excédentaire a continué d'augmenter au Canada. Les marchés du travail sont tendus : le taux de chômage n'a jamais été aussi bas, les pénuries de main-d'œuvre sont généralisées et les pressions sur les salaires s'intensifient. La demande étant forte, les entreprises répercutent sur les consommateurs les coûts plus élevés des intrants et de la main-d'œuvre en montant les prix. La consommation est robuste, tirée par un rebond des dépenses en services pour lesquels la distanciation est difficile. Les investissements des entreprises sont solides et les exportations sont stimulées par les prix élevés des produits de base. La Banque estime que le PIB a progressé d'environ 4 % au deuxième trimestre. La progression devrait ralentir pour s'établir autour de 2 % au troisième trimestre, à mesure que la croissance de la consommation se modérera et que l'activité sur le marché du logement reculera après avoir affiché, durant la pandémie, une vigueur qui ne peut pas être maintenue.

La Banque s'attend à ce que l'économie canadienne progresse de 3½ % en 2022, de 1¾ % en 2023 et de 2½ % en 2024. L'activité ralentira à mesure que la croissance mondiale s'essouffera et que le resserrement de la politique monétaire fera sentir ses effets dans l'économie. Ces facteurs,

conjugués à la résolution des perturbations de l'approvisionnement, rétabliront l'équilibre entre l'offre et la demande et atténueront les pressions inflationnistes. Les prix mondiaux de l'énergie devraient aussi reculer. Selon la projection de juillet, l'inflation commencera à redescendre plus tard cette année pour se situer autour de 3 % à la fin de l'année prochaine et retournera à la cible de 2 % à la fin de 2024.

Puisqu'il y a une demande excédentaire évidente au sein de l'économie, que l'inflation est élevée et se propage, et que davantage d'entreprises et de consommateurs s'attendent à ce que la forte inflation dure plus longtemps, le Conseil de direction a décidé d'accélérer sans tarder le relèvement des taux d'intérêt en haussant le taux directeur de 100 points de base aujourd'hui. Il juge encore que les taux d'intérêt vont devoir augmenter davantage, et le rythme des hausses sera guidé par l'évaluation continue que fait la Banque de l'économie et de l'inflation. Le resserrement quantitatif se poursuit et est utilisé comme outil complémentaire aux hausses du taux directeur. Le Conseil de direction est déterminé à tenir son engagement à assurer la stabilité des prix et continuera de prendre les mesures nécessaires en vue de l'atteinte de la cible d'inflation de 2 %. »

Le 13 juin 2022, Statistique Canada a signalé que le rapport de la dette des ménages relativement au revenu disponible a chuté de 185 % à 182,5 % (après redressement) au dernier trimestre de 2021. La flambée du revenu disponible (en hausse de 3,3 %) a dépassé la croissance de la dette (en hausse de 2 %) au cours des trois premiers mois de l'année, ramenant le rapport à un niveau record.

Marchés de l'habitation

Dans son rapport Market Watch, le Toronto Region Real Estate Board (TRREB) a indiqué que les ventes de juillet 2022 s'élevaient à 4 912, en baisse significative par rapport à 9 339 en juillet 2021 (de 4 427 ou 47 %) et à 6 474 en juin 2022 (de 1 562 ou 24,1 %). Le prix de vente moyen s'élevait à 1,1 million de dollars, presque inchangé par rapport à juillet 2021, mais en baisse de 6,2 % par rapport à 1,2 million de dollars en mars 2022. Les nouvelles inscriptions en juillet 2022 s'élevaient à 12 046, en baisse de 516 (ou 4,1 %) par rapport à 12 562 l'année précédente.

Les dirigeants du TRREB ont demandé aux gouvernements de réévaluer et de préciser les politiques relatives aux prêts hypothécaires et au développement résidentiel et ont inclus ce qui suit dans leurs commentaires sur le marché : « De nombreux ménages de la région du Grand Toronto ont l'intention d'acheter une maison à l'avenir, mais il y a actuellement de l'incertitude quant à l'orientation du marché. Les décideurs pourraient contribuer à en dissiper une partie. Comme les coûts d'emprunt plus élevés ont une incidence sur les marchés de l'habitation, le TRREB soutient qu'il faut examiner le test de résistance hypothécaire du BSIF dans le contexte actuel », a déclaré le chef de la direction du TRREB, John DiMichele. « À la suite des importantes augmentations des taux d'intérêt sur une courte période, il y a eu un changement dans le sentiment des consommateurs, et non dans les facteurs fondamentaux du marché. Le gouvernement fédéral a la responsabilité non seulement de maintenir la confiance envers le système financier, mais aussi de donner aux propriétaires l'assurance qu'ils pourront conserver leur demeure malgré la hausse des coûts hypothécaires. Il faudrait envisager des périodes d'amortissement plus longues, jusqu'à 40 ans, pour les renouvellements et les transferts d'hypothèques », a affirmé le président du TRREB, Kevin Krigger.

Regroupement sectoriel

Il y avait 60 institutions au deuxième trimestre de 2022, soit une de moins par rapport à l'année dernière et au trimestre précédent. Les résultats sectoriels reflètent l'acquisition de la majorité des actifs de PACE Savings and Credit Union (PACE) par Alterna Savings and Credit Union Limited, mais les actifs, les passifs et capitaux/capital d'emprunts résiduels de PACE sont exclus. Les résultats du secteur excluent également la Lighthouse Credit Union, la première nouvelle caisse populaire en Ontario depuis plus d'une décennie, puisqu'elle n'a ouvert ses portes qu'au cours du trimestre.

L'actif moyen par établissement a augmenté à 1,5 milliard de dollars (une hausse de 149 millions ou 11,3 % d'une année à l'autre) en raison de la croissance interne et des fusions.

Rentabilité

Le T2 de 2022 par rapport au T2 de 2021

Comme l'illustrent les tableaux 2 et 3, le rendement moyen des actifs au deuxième trimestre de 2022 était de 65 pb, soit le même qu'au même trimestre l'an dernier. La baisse des charges d'intérêts sur les dépôts (en baisse de 5 pb à 84 pb) et sur les autres emprunts (en baisse de 2 pb à 24 pb) et l'augmentation du revenu de placement (en hausse de 8 pb à 40 pb) ont compensé la diminution des intérêts sur les prêts (en baisse de 2 pb à 2,78 %) et des autres revenus (en baisse de 4 pb à 39 pb) ainsi que la hausse des dépenses non liées aux intérêts (en hausse de 6 pb à 1,63 %).

Sept des 60 institutions ont eu un rendement négatif sur leurs actifs. L'ARSF surveille de près celles qui ne sont pas rentables, cerne les principaux défis et collabore avec les caisses populaires pour élaborer des stratégies visant à rétablir la rentabilité.

Le T2 de 2022 par rapport au T1 de 2022

La rentabilité du secteur a diminué de 8 pb (par rapport à 73 pb) comparativement au trimestre précédent. Les revenus de placements ont diminué de 9 pb (par rapport à 49 pb), tandis que les charges d'intérêts sur les dépôts ont augmenté de 8 pb (par rapport à 76 pb) et ont compensé les augmentations des intérêts sur les prêts de 7 pb (par rapport à 2,71 %) ainsi que les baisses de l'impôt sur le revenu de 3 pb (par rapport à 18 pb).

Le secteur ontarien par rapport au secteur canadien au premier trimestre de 2022*

La rentabilité du secteur ontarien s'élevait à 73 pb, soit 24 pb de plus que celle du secteur canadien (49 pb).

Immobilisations

Le T2 de 2022 par rapport au T2 de 2021

Les immobilisations sectorielles sont passées à 6,2 milliards de dollars (en hausse de 674 millions ou 12,2 %) par rapport au même trimestre l'an dernier, composées de :

- bénéfices non répartis de 3,7 milliards (en hausse de 383 millions ou 11,5 %);
- parts de placement et de ristourne de 2,5 milliards (en hausse de 362 millions ou 16,6 %);
- parts sociales de 56 millions (en baisse de 7 millions ou 11,6 %).

En pourcentage des actifs pondérés en fonction du risque, les immobilisations sectorielles s'élevaient à 13,17 %, en baisse de 46 pb par rapport au même trimestre l'an dernier. Le levier s'élevait à 6,86 %, en baisse de 6 pb par rapport au même trimestre l'an dernier.

*Selon l'Association canadienne des coopératives financières, y compris le secteur ontarien.

Le T2 de 2022 par rapport au T1 de 2022

Les immobilisations sectorielles ont augmenté de 155 millions de dollars (de 2,6 % par rapport à 6,1 milliards) comparativement au trimestre précédent en raison d'émissions de parts de placement de 186 millions (7,9 % par rapport à 2,4 milliards) compensées par des baisses des parts sociales de 7 millions (de 11,2 % par rapport à 63 millions).

Les immobilisations sectorielles en pourcentage des actifs pondérés en fonction du risque ont diminué de 66 pb (par rapport à 13,83 %) au trimestre précédent. Le levier a diminué de 35 pb (par rapport à 7,21 %).

Liquidités (y compris les titrisations)

Le T2 de 2022 par rapport au T2 de 2021

Comme l'illustrent les tableaux 7 et 8, les dépôts du secteur ont augmenté de 4,6 milliards de dollars (en hausse de 7,2 % pour atteindre 69,0 milliards), les titrisations sont demeurées inchangées à 8,4 milliards et les emprunts ont augmenté de 1,5 milliard (en hausse de 119,6 % pour atteindre 2,7 milliards), soit une augmentation nette de 6,1 milliards (en hausse de 8,2 % pour atteindre 80,0 milliards) par rapport à l'année précédente. Les actifs liquides ont diminué de 1,6 milliard de dollars (en baisse de 14,9 % pour s'établir à 9,4 milliards), entraînant une diminution des liquidités à 11,7 % (en baisse de 320 pb par rapport à 14,9 % au deuxième trimestre de 2021).

Au deuxième trimestre de 2022, 23 institutions (21 credit unions et 2 caisses populaires) ont participé à des programmes de titrisation, pour un actif total de 80,5 milliards de dollars (soit 92,1 % de l'actif du secteur).

Le T2 de 2022 par rapport au T1 de 2022

Les dépôts du secteur ont augmenté de 1,8 milliard de dollars (en hausse de 2,7 % par rapport à 67,2 milliards), les titrisations ont diminué de 133 millions (en baisse de 1,6 % par rapport à 8,5 milliards) et les emprunts ont augmenté de 589 millions (en hausse de 28,4 % par rapport à 2,1 milliards), soit une augmentation nette de 2,3 milliards (en hausse de 3,0 % par rapport à 77,7 milliards) comparativement au trimestre précédent. Toutefois, les actifs liquides ont diminué de 721 millions de dollars (7,1 % par rapport à 10,1 milliards), entraînant une diminution de 130 pb des liquidités (par rapport à 13,0 %).

Coefficient de rendement (avant les dividendes/diminutions d'intérêt)

Le T2 de 2022 par rapport au T2 de 2021

Comme l'illustre le tableau 3, le coefficient de rendement du secteur s'est détérioré pour atteindre 65,9 % (en hausse de 40 pb par rapport à 65,5 %) comparativement au même trimestre l'an dernier.

Le T2 de 2022 par rapport au T1 de 2022

Comparativement au trimestre précédent, le rendement du secteur a diminué de 270 pb (par rapport à 63,2 %).

Le secteur ontarien par rapport au secteur canadien au premier trimestre de 2022

Les dépenses non liées aux intérêts en pourcentage de l'actif moyen du secteur de l'Ontario (1,63 %) étaient de 13 pb supérieures à celles du secteur canadien (1,76 %). Le coefficient de rendement du secteur ontarien (63,2 %) était de 8,1 points de pourcentage supérieur à celui du secteur canadien (71,3 %), reflétant une amélioration continue par rapport au premier trimestre de 2021, où, à 66,0 %, le secteur ontarien était de 4,6 points de pourcentage supérieur au secteur canadien (70,6 %).

Qualité du crédit (prêts en souffrance de plus de 30 jours)

Le T2 de 2022 par rapport au T2 de 2021

Comme l'illustre le tableau 5, le total des prêts en souffrance a diminué à 33 pb (en baisse de 18 pb par rapport à 51 pb) comparativement au même trimestre l'an dernier. Les prêts hypothécaires résidentiels en souffrance ont diminué à 23 pb (en baisse de 1 pb par rapport à 24 pb), tandis que les prêts commerciaux en souffrance ont diminué à 57 pb (en baisse de 50 pb par rapport à 107 pb).

Le T2 de 2022 par rapport au T1 de 2022

Comparativement au trimestre précédent, le total des prêts en souffrance a reculé de 5 pb (par rapport à 38 pb) en raison d'une diminution de 1 pb (par rapport à 24 pb) des prêts hypothécaires résidentiels en souffrance et d'une diminution de 9 pb des prêts commerciaux en souffrance (par rapport à 66 pb).

Croissance

Le T2 de 2022 par rapport au T2 de 2021

Comparativement à l'année précédente, l'actif total du secteur a augmenté pour s'établir à 87,4 milliards de dollars (en hausse de 6,7 milliards ou 8,3 %), reflétant des augmentations des prêts hypothécaires résidentiels à 48,5 milliards (en hausse de 6,1 milliards ou 14,4 %) et des prêts commerciaux à 22,4 milliards (en hausse de 1,6 milliard ou 7,8 %), compensées par une diminution des espèces et des placements de 10,4 milliards (en baisse de 1,3 milliard ou 11,2 %).

Le T2 de 2022 par rapport au T1 de 2022

Le total des actifs du secteur a augmenté de 2,5 milliards de dollars (de 2,9 % par rapport à 84,9 milliards) comparativement au trimestre précédent, en raison des augmentations de 3,3 milliards des prêts hypothécaires résidentiels (de 7,3 % par rapport à 45,3 milliards), compensées par des baisses de 0,5 milliard des prêts commerciaux (de 2,3 % par rapport à 23,0 milliards) et de 0,4 milliard des espèces et placements (de 3,5 % comparativement à 11,8 milliards).

Le secteur ontarien par rapport au secteur canadien au premier trimestre de 2022

La croissance de l'actif total du secteur ontarien (7,3 %) a dépassé celle du secteur canadien (5,2 %) et reflète des augmentations de 11,6 % des prêts hypothécaires résidentiels (contre 9,0 %), de 15,5 % des prêts commerciaux (contre 10,6 %) et de 12,0 % des prêts agricoles (contre 7,6 %).

État des revenus du secteur

Pourcentage de l'actif moyen (sauf indication contraire)	Secteur ontarien			Secteur canadien ¹
	2T-2022	1T-2022	2T-2021	1T-2022
Revenu d'intérêts et de placements				
Revenu d'intérêts sur les prêts	2,78 %	2,71 %	2,80 %	2,61 %
Revenu de placements	0,40 %	0,49 %	0,32 %	0,22 %
Total du revenu d'intérêts et de placements	3,18 %	3,20 %	3,12 %	2,83 %
Charge au titre des intérêts et des dividendes				
Frais d'intérêts sur les dépôts	0,84 %	0,76 %	0,89 %	0,69 %
Remises d'intérêts/dividendes sur le capital social	0,04 %	0,04 %	0,05 %	0,08 %
Dividendes sur les capitaux de placement et autre capital	0,01 %	0,01 %	0,01 %	
Autres frais d'intérêt	0,24 %	0,22 %	0,26 %	0,12 %
Total	0,32 %	0,29 %	0,33 %	0,20 %
Total des charges au titre des intérêts et des dividendes	1,16 %	1,05 %	1,22 %	0,89 %
Revenu net d'intérêts et de placements	2,02 %	2,15 %	1,90 %	1,94 %
Frais relatifs aux prêts	(0,01 %)	(0,01 %)	(0,01 %)	0,01 %
Revenu net d'intérêts et de placements après frais relatifs aux prêts	2,03 %	2,16 %	1,91 %	1,93 %
Autres revenus (autres que d'intérêts)	0,39 %	0,38 %	0,43 %	0,45 %
Revenu net d'intérêts, de placements et autres revenus	2,42 %	2,54 %	2,34 %	2,38 %
Frais autres que d'intérêts				
Salaires et avantages sociaux	0,91 %	0,90 %	0,90 %	
Occupation	0,13 %	0,14 %	0,14 %	
Équipement informatique, de bureau et autres	0,18 %	0,18 %	0,18 %	
Publicité et communications	0,07 %	0,07 %	0,07 %	
Sécurité des sociétaires	0,08 %	0,08 %	0,08 %	
Administration	0,19 %	0,20 %	0,13 %	
Autres	0,07 %	0,07 %	0,08 %	
Total des frais autres que d'intérêts	1,63 %	1,63 %	1,57 %	1,76 %
Bénéfice net/(perte nette) avant impôts	0,79 %	0,91 %	0,77 %	0,62 %
Impôts	0,15 %	0,18 %	0,13 %	0,13 %
Bénéfice net/(perte nette)	0,65 %	0,73 %	0,65 %	0,49 %
Actif moyen (en millions de dollars)	\$85	\$84	\$80	\$277

¹Les résultats relatifs au secteur canadien pour le troisième trimestre de 2018 proviennent de la Canadian Credit Union Association et comprennent ceux du secteur de l'Ontario

*Comme les totaux ont été arrondis, ils pourraient ne pas concorder.

Bilans du secteur

En millions de dollars

	Secteur		
	2T-2022	1T-2022	2T-2021
Actif			
Encaisse et placements	10 396	10 768	11 709
Prêts personnels	1 868	1 796	2 020
Prêts hypothécaires résidentiels	48 542	45 254	42 418
Prêts commerciaux	22 429	22 962	20 811
Prêts institutionnels	147	106	88
Prêts aux associations sans personnalité morale	50	54	45
Prêts agricoles	2 556	2 576	2 422
Total des prêts	75 592	72 749	67 805
Total de la provision pour prêts	210	216	254
Immobilisations	595	647	659
Actif incorporel et autres éléments d'actif	1 031	959	784
Actif total	87 405	84 907	80 703
Passif			
Dépôts à vue	31 722	30 795	28 567
Dépôts à terme	23 576	22 752	22 116
Dépôts enregistrés	13 739	13 644	13 710
Total des dépôts	69 037	67 191	64 393
Emprunts	2 663	2 074	1 213
Titrisations	8 336	8 469	8 371
Autres éléments du passif	1 154	1 113	1 186
Total du passif	81 190	78 847	75 163
Avoir des sociétaires et capital			
Parts sociales d'adhésion	56	63	63
Bénéfices non répartis	3 716	3 718	3 333
Autre capital de catégorie 1 & 2	2 538	2 352	2 176
Cumul des autres résultats attendus	(95)	(72)	(33)
Total de l'avoir des sociétaires et du capital	6 214	6 059	5 540
Total du passif, de l'avoir des sociétaires et du capital	87 405	84 907	80 703

* Comme les totaux ont été arrondis, ils pourraient ne pas concorder.

Bilans du secteur	Secteur Augmentation/(diminution) en % par rapport à		
	2T-2022 \$millions	1T-2022	2T-2021
Actif			
Encaisse et placements	10 396	-3.5 %	-11.2 %
Prêts personnels	1 868	4.0 %	-7.5 %
Prêts hypothécaires résidentiels	48 542	7.3 %	14.4 %
Prêts commerciaux	22 429	-2.3 %	7.8 %
Prêts institutionnels	147	39.4 %	66.4 %
Prêts aux associations sans personnalité morale	50	-7.2 %	12.6 %
Prêts agricoles	2 556	-0.8 %	5.5 %
Total des prêts	75 592	3.9 %	11.5 %
Total de la provision pour prêts	210	-2.5 %	-17.4 %
Immobilisations	595	-8.1 %	-9.7 %
Actif incorporel et autres éléments d'actif	1 031	7.6 %	31.5 %
Actif total	87 405	2.9 %	8.3 %
Passif			
Dépôts à vue	31 722	3.0 %	11.0 %
Dépôts à terme	23 576	3.6 %	6.6 %
Dépôts enregistrés	13 739	0.7 %	0.2 %
Total des dépôts	69 037	2.7 %	7.2 %
Emprunts	2 663	28.4 %	119.6 %
Titrisations	8 336	-1.6 %	-0.4 %
Autres éléments du passif	1 154	3.8 %	-2.6 %
Total du passif	81 190	3.0 %	8.0 %
Avoir des sociétaires et capital			
Parts sociales d'adhésion	56	-11.2 %	-11.6 %
Bénéfices non répartis	3 716	0.0 %	11.5 %
Autre capital de catégorie 1 & 2	2 538	7.9 %	16.6 %
Cumul des autres résultats attendus	(95)	31.3 %	189.3 %
Total de l'avoir des sociétaires et du capital	6 214	2.6 %	12.2 %
Total du passif, de l'avoir des sociétaires et du capital	87 405	2.9 %	8.3 %

* Total du passif, de l'avoir des sociétaires et du capital

Bilans du secteur

En pourcentage de l'actif total	Secteur			Secteur canadien ¹
	2T-2022	1T-2022	2T-2021	1T 2022
Actif				
Encaisse et placements	11,9 %	12,7 %	14,5 %	16,30 %
Prêts personnels	2,1 %	2,1 %	2,5 %	3,4 %
Prêts hypothécaires résidentiels	55,5 %	53,3 %	52,6 %	48,8 %
Prêts commerciaux	25,7 %	27,0 %	25,8 %	24,9 %
Prêts institutionnels	0,2 %	0,1 %	0,1 %	0,9 %
Prêts aux associations sans personnalité morale	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %
Prêts agricoles	2,9 %	3,0 %	3,0 %	3,7 %
Total des prêts	86,5 %	85,7 %	84,0 %	81,8 %
Total de la provision pour prêts	0,2 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %
Immobilisations	0,7 %	0,8 %	0,8 %	0,9 %
Actif incorporel et autres éléments d'actif	1,2 %	1,1 %	1,0 %	1,3 %
Actif Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Passif				
Dépôts à vue	36,3 %	36,3 %	35,4 %	44,5 %
Dépôts à terme	27,0 %	26,8 %	27,4 %	26,9 %
Dépôts enregistrés	15,7 %	16,1 %	17,0 %	14,1 %
Total des dépôts	79,0 %	79,1 %	79,8 %	85,7 %
Emprunts	3,0 %	2,4 %	1,5 %	5,1 %
Titrisations	9,5 %	10,0 %	10,4 %	0,0 %
Autres éléments du passif	1,3 %	1,3 %	1,5 %	2,1 %
Total du passif	92,9 %	92,9 %	93,1 %	92,9 %
Avoir des sociétaires et capital				
Parts sociales d'adhésion	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,5 %
Bénéfices non répartis	4,3 %	4,4 %	4,1 %	5,6 %
Autre capital de catégorie 1 & 2	2,9 %	2,8 %	2,7 %	1,1 %
Cumul des autres résultats attendus	0,1 %	-0,1 %	0,0 %	0,1 %
Total de l'avoir des sociétaires et du capital	7,1 %	7,1 %	6,9 %	7,1 %
Total du passif, de l'avoir des sociétaires et du capital	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %